LE POULET CANADIEN

Volume 13, Numéro 4, août 2011

UN SANDWICH ROYAL POUR UNE VISITE ROYALE

Les Producteurs de poulet du Canada (PPC) ont célébré pour la 19e année d'affilée la fête du Canada comme fiers commanditaires nationaux. En l'honneur d'une occasion spéciale, la visite de William et Catherine, le Duc et la Duchesse de Cambridge – un sandwich Gala Royal a été créé pour le Super BBQ canadien de poulet de cette année.

Le « coin du poulet », site du Super BBQ canadien de poulet, était encore une fois dans le Parc du Major Hill. Ce parc est central mais est un peu plus tranquille que la Colline parlementaire. Des activités familiales de toutes sortes y sont organisées, une scène de spectacles y est aménagée et on y retrouve bien entendu nos délicieux sandwichs de poulet.

Après le BBQ, le parc se transforme en l'un des meilleurs endroits pour assister aux feux d'artifice de la fête du Canada.

Comme dans le passé, un montant de 50 cents provenant de la vente de chaque sandwich (ou d'une salade César de poulet) a été versé à la Banque d'aliments d'Ottawa.

Tous les jours de la semaine, la Banque d'aliments d'Ottawa distribue plus de douze tonnes d'aliments à même son entrepôt. Le mois dernier, 40 000 personnes ont reçu une aide alimentaire d'urgence via diverses agences liées à la Banque d'aliments, 40 % des gens dans le besoin étant des enfants. Chaque dollar versé à la banque d'aliments génère une valeur de 5 $ en aliments pour la communauté.

Les Producteurs de poulet du Canada sont fiers d'unir leurs efforts à ceux d'une organisation aussi importante qui travaille depuis longtemps pour combattre la faim dans la Capitale.

En plus des délicieux repas offerts au BBQ, les visiteurs ont assisté à des démonstrations culinaires au Coin du poulet avec Fouad El-Jaydyle, Chef principal du *Centurion Conference and Event Center*, notre partenaire pour l'occasion. Il a procédé à trois démonstrations en après-midi et présenté de nouvelles idées de recettes, tenté les plus difficiles et diverti les membres de la foule en attente de recevoir leur sandwich de la fête du Canada.

suite à la page 3

Forum mondial des agriculteurs
PAGE 2

Appel à la cohérence
Page 4

Le Conseil de Recherches Avicoles du Canada A un nouveau directeur exécutif
Page 6

Ami d'un agriculteur
Page 10

Les Producteurs de poulet du Canada
Chicken Farmers of Canada

Forum mondial des agriculteurs

LES AGRICULTEURS PRENNENT LA PAROLE

Dans la foulée de la présidence française du G-20 et de la réunion des ministres de l'Agriculture du G-20 qui s'est déroulée à la fin de juin à Paris, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)[1] et les Jeunes agriculteurs (JA)[2] ont organisé conjointement une réunion internationale des producteurs agricoles intitulée « forum mondial des agriculteurs ».

L'événement s'est déroulé les 16 et 17 juin 2011 à Paris. Sous le thème, G-120, *les agriculteurs du monde prennent la parole*, plus de 120 représentants d'associations agricoles nationales et des producteurs de 75 pays se sont réunis. Une délégation des Producteurs de poulet du Canada (PPC) composée de David Fuller et du personnel des PPC était également présente. Les discussions ont porté sur des questions auxquelles est confronté le secteur agricole à l'heure actuelle, par exemple les catastrophes naturelles, la volatilité des prix des produits agricoles, la sécurité alimentaire, pour n'en nommer que quelques-unes. L'événement a servi de forum pour échanger des idées entre les participants et a permis des interactions avec les décideurs.

Un élément essentiel de l'événement fut le discours donné par le président français, Nicolas Sarkozy. Au cours d'une allocution détaillée, enrichie de solides arguments, il a présenté à l'auditoire un aperçu à jour sur le secteur agricole mondial et les questions auxquelles sont confrontés les agriculteurs du monde. Il a souligné que les agriculteurs font partie de l'économie mondiale et que, comme tous les agents économiques, ils subissent les effets négatifs de la volatilité des prix des produits.

Tout comme l'euro, les agriculteurs ont besoin de « stabilité », a déclaré Sarkozy. Il a indiqué que le secteur agricole devait de nos jours s'adapter aux réalités actuelles telles que les défis démographiques, les défis environnementaux et les défis en matière de développement. Parmi les principaux enjeux touchant les agriculteurs et les solutions possibles, il y a : le milliard de personnes dans le monde souffrant de la faim, les récentes tendances mondiales de la disparition des agriculteurs, le défi de nourrir une population qui augmente à un rythme plus rapide que les rendements agricoles, la réduction des terres agricoles en raison de l'urbanisation et de l'industrialisation ou la grave sécheresse dans certaines parties du monde comme en Afrique.

À la lumière de ces faits, le président Sarkozy a souligné la nécessité d'apporter un changement (p. ex. le rythme, l'échelle et le modèle) dans le secteur agricole. Il a souligné que l'approche attentiste actuelle de traiter ces questions, la fausse croyance selon laquelle les marchés se calmeront et qu'aucune initiative ne sera nécessaire, est complètement erronée. Étant donné que les pays du G-20 représentent une grande partie de l'économie mondiale (p. ex., le G-20 représente 70 % des terres agricoles mondiales, 82 % de la production mondiale de grain et 80 % du commerce alimentaire mondial), ils ont le devoir de diriger ce changement et de construire sur de nouvelles bases. C'était la justification de la France pour mettre l'agriculture à l'ordre du jour du G-20.

Le président français a souligné la nécessité d'un nouveau modèle agricole fondé sur deux critères ou piliers interreliés. Le premier critère consiste à effectuer un réinvestissement dans le secteur agricole pour augmenter la production et ainsi nourrir le monde. Le deuxième est la gouvernance mondiale modernisée du secteur.

suite à la page 3

1 La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) est le syndicat professionnel majoritaire dans la profession agricole en France

2 Les Jeunes agriculteurs (JA) est un syndicat français de producteurs agricoles âgés de moins de 35 ans

SUITE DE LA PAGE 1

Si vous n'avez pas eu l'occasion de vous rendre au Coin du poulet … c'est dommage … mais voici la recette pour le sandwich Gala Royal que vous pourrez préparer à la maison :

Le sandwich au poulet *Royal Gala*

Marinade :
½ tasse d'huile végétale | ¼ tasse de vinaigre de cidre | ¼ tasse de jus de citron | 1 cuillère à soupe de menthe fraîche émincée | ¼ c. à thé de cannelle | ¼ c. à thé de noix de muscade | 3 c. à table de miel biologique

Sauce :
portions égales de purée de pommes *Royal Gala* | mayonnaise

6 poitrines de poulet de 5 onces | 6 petits pains au sésame | laitue romaine | tranches de fromage cheddar

1. Faire mariner les poitrines de poulet pendant une nuit dans le réfrigérateur.
2. Mélanger la purée de pommes et la mayonnaise jusqu'à consistance homogène.
3. Retirer le poulet de la marinade, faire griller au barbecue jusqu'à ce que la température interne atteigne 165 °F (74 °C).
4. Mettre dans les petits pains au sésame, recouvrir de fromage cheddar, de mayonnaise à l'arôme de pommes et de laitue.

SUITE DE LA PAGE 2

Pour le premier critère, l'idée sous-jacente est que le secteur agricole doit produire davantage pour nourrir les gens et doit produire mieux pour veiller à ce que la production soit durable. Ces résultats peuvent être atteints si on augmente de manière considérable les investissements dans le secteur agricole. Il a souligné que la part des dépenses publiques dans les activités de recherche et développement liées à l'agriculture était passée de 15 % à 5 % au cours des deux dernières décennies. De plus, il a souligné que ces investissements doivent aller de pair avec des investissements privés dans l'agriculture, pourvu qu'il s'agisse d'investissements responsables.

En ce qui concerne le deuxième critère du nouveau modèle agricole, il consiste en un partenariat mondial pour la nourriture, la sécurité alimentaire et l'agriculture fondé sur une coordination internationale pour améliorer l'exploitation des marchés agricoles. Le président Sarkozy a souligné que de nos jours, il n'y a pas de transparence dans les marchés agricoles mondiaux et que c'était particulièrement évident en raison de l'accès limité à l'information sur les marchés. Il a souligné la nécessité de posséder de l'information sur la production mondiale agricole, les rendements prévus, la demande des consommateurs et les stocks mondiaux.

À cet égard, le président français estime que l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de lancer un nouveau système d'information sur les marchés pourrait corriger ces lacunes, ce qui permettra à un pays de réagir selon ses intérêts supérieurs ou aux principaux intervenants du marché de concevoir des initiatives conjointes lorsqu'un événement mondial se produit.

Avec la France à la barre du G-20, il sera intéressant de suivre ces changements et de voir s'il y aura suffisamment de volonté politique pour aborder les nombreux problèmes vécus par les agriculteurs à l'échelle mondiale. Pc

APPEL À LA COHÉRENCE

La veille de la réunion des ministres de l'Agriculture du G-20, bon nombre d'organisations agricoles ont adopté ensemble une déclaration en juin dernier à Bruxelles. Cette déclaration, l'Appel à la cohérence, a été signée par 66 associations représentant des millions de producteurs agricoles dans le monde, y compris les producteurs de produits laitiers, de volaille et d'œufs du Canada.

La déclaration se voulait un moyen de sensibiliser les gens aux conséquences de la libéralisation du commerce agricole pour les producteurs ainsi qu'à l'état actuel de la sécurité alimentaire dans le contexte des crises économique et alimentaire dans le monde. Les représentants des associations ont fait savoir que les politiques commerciales internationales comme celles de l'OMC ne doivent pas imposer leur volonté sur les politiques agricoles des pays ni escamoter les questions non commerciales. Ils ont demandé aux États de reconnaître le caractère distinctif de l'agriculture dans les négociations commerciales internationales.

Les associations voulaient ainsi montrer que l'agriculture est un secteur unique qui comble notre besoin le plus vital, la nourriture, et qui couvre la plus grande partie de notre territoire qu'est la Terre. D'un point de vue commercial, la nourriture est expédiée des pays producteurs où les coûts sont faibles aux pays où les coûts sont élevés.

Les marchés de produits agricoles sont déterminés par un nombre considérable de producteurs et un nombre moins considérable de transformateurs et de détaillants. Il est donc essentiel que les producteurs aient les outils leur permettant de négocier pour recevoir leur juste part des recettes par rapport aux transformateurs et aux détaillants. Nous avons intérêt à donner aux producteurs la chance de maintenir leur capacité de production et d'utiliser des méthodes de production durables. Dans le secteur agricole, moins de 10 % de la production mondiale, tous les biens combinés, sont intégrés aux marchés mondiaux. La plupart des produits font donc l'objet d'échanges locaux ou nationaux seulement.

S'il est important d'établir et de respecter des règles de commerce équitables, les politiques commerciales internationales ne doivent pas imposer une seule grande stratégie en matière d'agriculture. Les États ont besoin de souplesse pour élaborer des politiques agricoles en fonction de la situation et des besoins d'une région donnée. Il leur faut être en mesure de développer leur capacité de production agricole et d'accroître les recettes de leurs producteurs pour assurer la sécurité alimentaire et le développement des zones rurales.

La nature unique de l'agriculture exige donc une amélioration du système de réglementation des marchés. Le président actuel du G-20, le Français Nicolas Sarkozy, a fait de la réglementation des marchés agricoles mondiaux et des questions de sécurité alimentaire ses chevaux de bataille. Il en a d'ailleurs parlé lors d'un récent discours tenu à l'occasion du Forum des agriculteurs du monde. Les deux thèmes ont aussi été abordés lors du sommet sur l'agriculture du G-20 à Paris.

suite à la page 5

Les économistes ont montré que ni les coûts d'achat, ni les prix de vente de biens, notamment agricoles, ne compensent à juste titre les effets du commerce sur l'environnement et les conditions sociales, par exemple la dépendance de certains pays envers d'autres. De la même façon, le secteur agricole fait face aux changements climatiques et doit nourrir une population mondiale de plus en plus importante.

SUITE DE LA PAGE 4

PRINCIPES FONDAMENTAUX

- tous les pays doivent avoir le droit de produire pour leur consommation intérieure afin d'améliorer
- leur niveau d'autosuffisance alimentaire et d'assurer leur sécurité alimentaire, incluant le recours à des mesures tarifaires
- les règles commerciales doivent tenir compte de mesures politiques, y compris la gestion de l'offre, qui promeuvent la stabilité de l'approvisionnement et des prix alimentaires
- le renforcement des capacités et le traitement spécial ou différencié accordé aux pays en développement doivent permettre à ces derniers de répondre aux véritables préoccupations des petits agriculteurs, plus vulnérables et dont les ressources sont modestes
- tous les pays devraient avoir le droit de respecter les préoccupations non commerciales de leurs citoyens, y compris la sécurité alimentaire, l'environnement, le bien-être des animaux et les besoins des régions rurales, de manière à promouvoir une agriculture durable et à contribuer à la lutte contre les changements climatiques et protéger la diversité

PROPOSITIONS

Les modalités proposées doivent être changées dans le sens suivant :

- les réductions tarifaires doivent refléter la position de tous les membres de l'OMC
- chaque pays doit pouvoir désigner lui-même un nombre approprié de produits sensibles et ceux-ci doivent être traités avec la plus grande flexibilité tant en termes de droits de douane que de contingents tarifaires tenant compte de leur caractère sensible
- toutes les formes de plafonnement tarifaire sont totalement inacceptables
- les conditions qui s'appliquent aux produits spéciaux devraient répondre à l'objectif de développement des zones rurales, de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en tenant compte des conditions climatiques, de la démographie et de l'emploi
- les règles de l'OMC ne doivent pas continuer d'éroder l'accès préférentiel accordé aux importations en provenance des pays les moins avancés et des ACP
- les mesures de sauvegarde (clause de sauvegarde spéciale (SGS) et mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS)) permettant de faire face aux vagues d'importations et/ou à la volatilité des prix doivent être maintenues et développées tant pour les pays en développement que pour les pays développés
- il faut qu'il y ait un traitement parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation de manière à garantir des règles prévisibles, transparentes et non distorsives
- des règles renforcées, prévoyant un traitement spécial ou différentié pour les pays en développement, doivent être appliquées aux interdictions/restrictions d'exportation et aux taxes à l'exportation afin de garantir la disponibilité de produits alimentaires dans chaque pays
- il convient d'introduire des règles consolidées pour protéger la biodiversité et les indications géographiques
- une évaluation formelle, selon l'article 20 de l'AA (l'Agréement sur l'agriculture), des engagements de réduction pris lors du Cycle d'Uruguay et de leur impact sur les considérations commerciales et non commerciales doit être faite avant l'adoption définitive d'un futur accord

LE CONSEIL DE RECHERCHES AVICOLES DU CANADA (CRAC) A UN NOUVEAU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Dr. Bruce Roberts occupe maintenant le poste de directeur exécutif du CRAC qui a déménagé son siège social de Guelph à Ottawa.

Dr. Roberts est né au Nouveau-Brunswick et travaille dans le secteur agricole depuis plus de 30 ans. Grâce à ses connaissances qui portent entre autres sur l'agriculture primaire, l'agroalimentaire et les services bancaires aux entreprises agricoles, on estime que son expertise apportera d'importants bénéfices au CRAC et à l'industrie avicole.

Fondé par les quatre conseils avicoles nationaux et le Conseil canadien des transformateurs d'œufs et de volaille (CCTOV), le CRAC a été créé dans le but de répondre aux besoins de ses membres. Ainsi, son leadership dynamique est mis à profit dans la création et la mise en œuvre de programmes en matière de recherche avicole au Canada, qui pourraient également viser des préoccupations sociétales.

Les objectifs du CRAC se présentent comme suit :

- assurer la coordination et l'amélioration des initiatives canadiennes en recherche avicole;
- obtenir un financement additionnel ou de contrepartie pour la recherche avicole;
- faciliter l'établissement de priorités en matière de recherche avicole nationale.

Les PPC sont l'un des cinq membres fondateurs du Conseil de recherches avicoles du Canada (CRAC). Celui-ci a été établi en 2001 et a pour mandat de mettre en œuvre des programmes de recherche dans le secteur avicole en réponse à des besoins précis actuels et futurs de l'industrie. À ce jour, les PPC ont approuvé une contribution financière de plus d'un million de dollars à l'endroit des projets du CRAC.

Le CRAC réunit l'expertise scientifique des universitaires, de l'industrie et du gouvernement dans la recherche visant à améliorer la santé de la volaille, la salubrité des aliments, la qualité et les pratiques de production.

« Les Producteurs de poulet du Canada ont gagné la confiance des Canadiens et Canadiennes par leur engagement continu à l'endroit des programmes de recherche, de salubrité des aliments et de soins aux animaux, d'affirmer David Fuller, président des PPC. Nous poursuivrons notre collaboration étroite avec le CRAC, nos partenaires du gouvernement et d'autres intervenants afin d'assurer notre sensibilité aux besoins de l'industrie et notre compétitivité sur la scène mondiale via notre soutien à l'endroit de la recherche à la fine pointe dans le secteur avicole. »

Il s'agit d'un produit de réflexion prospective et de l'engagement des PPC à compléter et à améliorer constamment la fiabilité de l'industrie canadienne du poulet et la crédibilité des programmes de salubrité des aliments à la ferme et de soins aux animaux qui ont été mis en œuvre dans toutes les fermes à l'échelle du pays.

« L'industrie canadienne du poulet travaille de près avec ses partenaires pour s'assurer que nos oiseaux sont élevés selon les normes les plus élevées en matière de salubrité des aliments et de soins aux animaux, ajoute M. Fuller. Des projets de recherche comme ceux menés par le CRAC reflètent également notre engagement à collaborer dans l'amélioration de notre système. Nous sommes clairement la force derrière l'innovation et la croissance de notre industrie. »

EN bref

LYLE VANCLIEF NOMMÉ PRÉSIDENT D'HONNEUR DU CONGRÈS

L'ancien ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, l'honorable Lyle Vanclief, a été nommé président d'honneur du Congrès 2011 de la Fédération internationale des journalistes agricoles (FIJA), qui aura lieu en septembre à Guelph et à Niagara Falls, en Ontario, au Canada.

Le comité organisateur du congrès a fait valoir la carrière politique stellaire de Vanclief, son ouverture à l'égard des médias agricoles et sa récente intronisation au Temple de la renommée de l'agriculture canadienne. Le co-président du Congrès 2011 de la FIJA, Owen Roberts, a affirmé que l'ancien ministre fédéral a tissé des liens profonds et de longue date avec les rédacteurs agricoles, ayant pris à maintes reprises la parole au nom du gouvernement fédéral aux rencontres de rédacteurs agricoles.

« Le comité organisateur est fier que Lyle Vanclief ait accepté notre invitation à titre de président d'honneur du congrès, déclare Roberts. Peu de Canadiens connaissent l'agriculture aussi bien que lui, que ce soit l'exploitation d'une ferme ou l'établissement d'une stratégie nationale pour l'agriculture – ou comprennent aussi bien que lui l'importance de l'agriculture canadienne et le rôle des médias du secteur agricole. »

M. Vanclief a été député de 1988 à 2004. Au cours de cette période, il a été porte-parole de l'Agriculture, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, président du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, et ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Avant sa carrière politique, M. Vanclief a exploité la ferme *Willowlee Farms Limited* dans le comté de Prince Edward, une ferme diversifiée d'élevage, de fruits et de légumes, de céréales et d'oléagineux. Aujourd'hui, c'est son fils qui en est propriétaire-exploitant.

« C'est une période particulièrement palpitante pour l'agriculture au Canada et je suis heureux de faire partie du congrès et de souhaiter la bienvenue aux visiteurs de partout au Canada et de nombreux pays internationaux. Toutes ces personnes auront l'occasion de constater par elles-mêmes les innovations et les réalisations qui constituent le moteur du secteur agricole diversifié du Canada, » d'affirmer M. Vanclief.

Plus de 260 délégués se réuniront pendant cinq jours de perfectionnement professionnel, de formation et de camaraderie au cours du congrès qui aura lieu du 14 au 18 septembre. Le congrès, qui a comme thème la découverte de l'agriculture du Nouveau Monde, permettra de démontrer comment le secteur agricole relativement jeune du Canada (par rapport à de nombreux autres pays membres de la FIJA) se taille une place sur la scène mondiale.

La FIJA est une association non politique, professionnelle regroupant des journalistes du secteur agricole de 31 pays. Visitez le site *www.ifaj2011.com* pour de plus amples renseignements sur le congrès.

JOURNÉE CANADIENNE DE L'ALIMENTATION LE 30 JUILLET 2011

Quelle que soit la façon dont vous célébrez la Journée canadienne de l'alimentation, ce ne sont pas les ingrédients canadiens qui manquent pour vous faire découvrir les saveurs exquises de ce pays.

Le 30 juillet, près de 300 restaurants de partout au pays rendent hommage à nos frontières du Nord avec des menus entièrement canadiens qui mettent en vedette notre riche patrimoine culinaire. Toutes les festivités rendent hommage à nos agriculteurs et systèmes alimentaires canadiens qui proposent des aliments salubres et de qualité supérieure.

« Le Canada a les meilleurs aliments de la planète, affirme Anita Stewart, rédactrice culinaire et consultante de l'Université de Guelph qui a créé la Journée canadienne de l'alimentation et se dévoue avec enthousiasme à l'expansion des célébrations partout au Canada. « Si nous ne nous assurons pas que les agriculteurs restent en affaire, qui va assurer notre subsistance? Ou celle du monde entier? »

La Journée canadienne de l'alimentation a vu le jour en 2003 avec la tenue d'un grand barbecue national pour venir en appui aux éleveurs de bovins alors en difficulté. L'année suivante, elle s'est agrandie pour englober tous les ingrédients canadiens et n'a cessé de prendre de l'expansion depuis. En 2010, les restaurants se sont joints à la célébration. Cette année, le nombre a atteint de nouveaux sommets, des prix ont été ajoutés et les lieux historiques nationaux de Parcs Canada y participent également.

« Nous sommes fiers de promouvoir nos ingrédients et aliments prêts-à-manger salubres, nutritifs et de grande qualité auprès des Canadiens et du monde entier, a déclaré le ministre de l'Agriculture Gerry Ritz. À l'échelle nationale, ainsi que partout dans le monde, les agriculteurs canadiens sont reconnus pour leurs aliments de classe mondiale et nous faisons tout en notre pouvoir pour apporter ces produits à leur table. »

Des études ont indiqué que les Canadiens préfèrent acheter des aliments canadiens et le font lorsque les étiquettes indiquent clairement qu'il s'agit de produits canadiens. Par ailleurs, lorsque le monde entier voit une feuille d'érable rouge sur un produit alimentaire, il l'associe fortement au Canada et le décrit comme étant salubre, frais et naturel.

Pour de plus amples renseignements sur les aliments canadiens, voir le site *www.mangezcanadien.ca.*

Pour de l'information sur la Journée canadienne de l'alimentation, voir *www.foodday.ca.*

suite à la page 8

SUITE DE LA PAGE 7

MERCK ANNONCE LE NOUVEAU NOM DE SA DIVISION DE LA SANTÉ ANIMALE

La division de la santé animale de Merck, auparavant connue sous le nom d'*Intervet/Schering-Plough Animal Health*, a annoncé le 29 juin son nouveau nom à compter de ce jour : *Merck Animal Health*.

« Ce changement de nom témoigne de l'engagement de Merck en santé animale et de la place complémentaire de notre activité au sein de l'entreprise dans son ensemble, a déclaré Raul Kohan, président de *Merck Animal Health*. Notre engagement envers les vétérinaires, les éleveurs, les propriétaires d'animaux et la société dans son ensemble reste inchangé. Notre objectif est de générer plus de valeur et de poursuivre notre croissance en continuant à offrir à nos clients des solutions adaptées grâce à des produits et services novateurs en santé animale, pour répondre à leurs besoins en constante évolution. »

Merck Animal Health est l'un des leaders mondiaux de la recherche, du développement, de la fabrication et de la vente de médicaments et de vaccins vétérinaires, avec une présence forte dans les secteurs biologiques et pharmaceutiques. La division Santé Animale a généré 2,9 milliards de dollars de ventes dans le monde en 2010.

RÉUNION FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE (FPT) DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DE 2011

La réunion FPT de cette année a été organisée par le ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches du Nouveau-Brunswick, l'honorable Michael Olscamp (NB), et le sous-ministre Jean Marc Dupuis. Les réunions ont eu lieu du 6 au 8 juillet au pittoresque Saint Andrews-by-the Sea, au Nouveau-Brunswick.

TABLE RONDE TRIPARTITE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'AGRICULTURE (FCA)

Le 6 juillet, la FCA a tenu sa 12e table ronde tripartite annuelle avec les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture, ainsi que les chefs de file dans le domaine de l'agriculture et les dirigeants de l'industrie, dont le président des Producteurs de poulet du Canada, David Fuller.

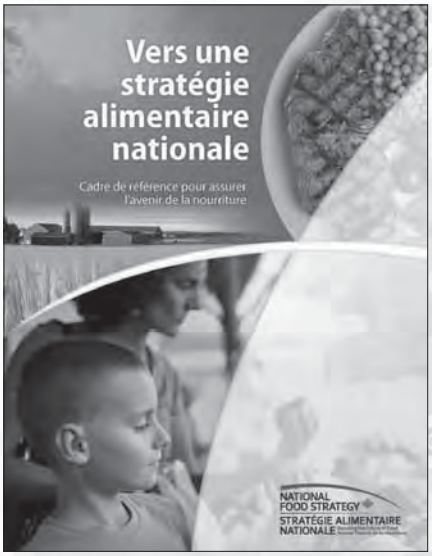
L'ordre du jour de la réunion comprenait un point, la Stratégie alimentaire nationale. Les représentants des provinces, des services liés aux produits de base, aux fournisseurs, aux transformateurs, ainsi qu'aux services financiers pour l'agriculture et de comptabilisation ont eu une discussion franche concernant un plan pour l'agriculture et l'alimentation canadienne.

Les chefs de file dans le domaine de l'agriculture et les dirigeants de l'industrie soulignent qu'on ne peut plus aborder une politique sur les produits agricoles et les produits alimentaires au moyen de solutions à court terme et que des solutions de plus large portée sont nécessaires, de la promotion de la marque canadienne et des modes de vie sains au maintien de la croissance économique et des écosystèmes afin de maintenir la valeur de la chaîne de valeur. Les chefs de file dans le domaine de l'agriculture et les dirigeants de l'industrie ont également indiqué que, pour que cela fonctionne, nous devons l'appliquer sous forme de politique, pour rassembler la chaîne de valeur entière afin de trouver des solutions globales dans le but de continuer de renforcer le domaine de l'agriculture.

La Stratégie alimentaire nationale a été élaborée par l'industrie agricole et agroalimentaire afin de veiller à ce qu'une approche stratégique à l'alimentation et à l'agriculture réponde aux besoins du système alimentaire et des générations futures au Canada, ainsi qu'à ceux de la communauté internationale.

Reposant sur quatre grands principes et neuf objectifs stratégiques, la Stratégie alimentaire nationale vise à aider les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'alimentation à satisfaire les besoins de la population grandissante, nationale et internationale, et à gérer nos systèmes alimentaires de manière durable.

suite à la page 9



SUITE DE LA PAGE 8

Les principes :

1. L'alimentation est un besoin et un droit fondamental de l'individu.
2. Maintenir une chaîne alimentaire nationale forte et saine contribue à la sécurité alimentaire nationale.
3. La production alimentaire doit être durable.
4. Un système alimentaire « durable » est un système qui est :
   - durable sur le plan économique
     - les participants de la chaîne alimentaire ont une chance raisonnable et égale de prospérer
   - durable sur le plan environnemental
     - le système alimentaire conserve, protège et régénère les ressources
     - le système alimentaire résiste au climat et aux conditions imprévisibles
   - durable sur le plan social
     - l'alimentation est facilement accessible et culturellement appropriée

Les objectifs :

1. Les produits du Canada, frais et transformés, sont le premier choix des Canadiens.
2. Les produits du Canada, frais et transformés, sont préférés par les marchés internationaux.
3. Les consommateurs choisissent des habitudes alimentaires et des aliments sains qui favorisent une santé optimale.
4. Les consommateurs ont toujours accès à des aliments sécuritaires et nutritifs.
5. Des secteurs agricoles et d'approvisionnement alimentaire diversifiés, durables, innovateurs et rentables, voilà ce qui détermine la chaîne alimentaire canadienne.
6. La capacité de la chaîne alimentaire canadienne répond à la demande future d'une manière durable.
7. Le Canada a une infrastructure sûre pour appuyer la production, la transformation, la distribution et la vente d'aliments au Canada et à l'étranger.
8. Le Canada croît et fournit de l'énergie verte et d'autres produits renouvelables en équilibre avec les besoins alimentaires.

Le Canada est un chef de file mondial pour ce qui est d'assurer que les accords internationaux touchant l'alimentation reposent sur la science, la durabilité, l'équité, l'uniformité et le caractère exécutoire.

La FCA a été enchantée des discussions à Saint Andrews-by-the-Sea et a hâte de continuer le travail collaboratif concernant les prochaines étapes de la Stratégie alimentaire nationale. Les ministres appuyaient le travail et ont fait l'éloge de la FCA pour la « quantité formidable du travail » déjà accompli. La FCA espère que la Stratégie alimentaire nationale aidera à guider l'élaboration de *Cultivons l'avenir II*.

CULTIVONS L'AVENIR II

Les ministres ont accepté (avec l'exception de la ministre de l'Ontario, Carol Mitchell) que *Cultivons l'avenir II* doit aider l'industrie de l'agriculture à profiter des occasions du marché émergent par l'innovation, la recherche et le développement de qualité, l'introduction d'une nouvelle génération de producteurs, des systèmes de réglementation efficaces et une infrastructure moderne.

Les ministres ont accepté les principes décrits dans l'Énoncé de Saint Andrews à l'adresse suivante : *http://tinyurl.com/3c6u4q8* comme guide pour les autorités lorsqu'elles collaborent avec l'industrie. Il énonce une vision du prochain cadre stratégique en tant qu'approche moderne, cohérente et intégrée pour un secteur progressif qui affronte les défis d'une économie mondiale concurrentielle et qui évolue à un rythme rapide.

GESTION DE L'OFFRE

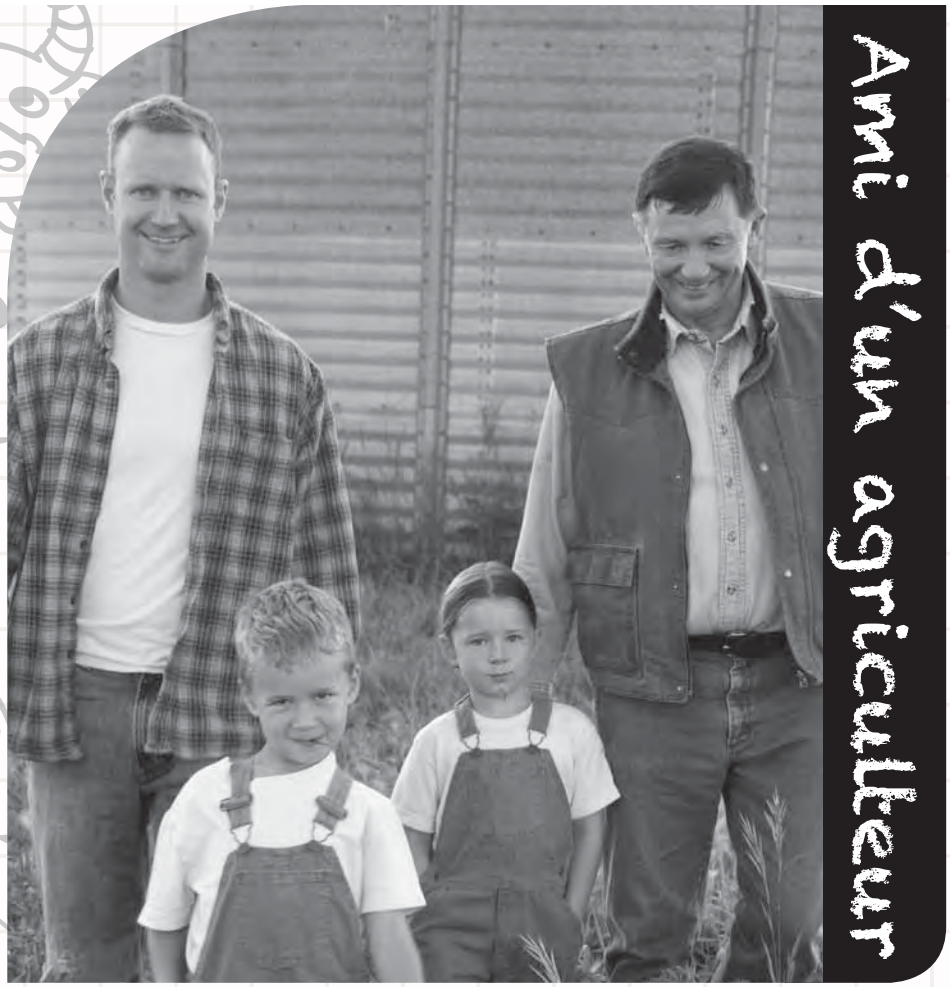
Les ministres ont reconfirmé leur appui de la gestion de l'offre. « Comme vous le savez, c'est un système qui fonctionne pour les producteurs et qui a l'appui intégral des producteurs » [traduction], a affirmé le ministre Ritz. Il était suivi du ministre Olscamp qui a affirmé « si vous parlez aux gens des secteurs du bœuf et du porc, dont l'activité n'est pas assujettie à la gestion de l'offre, ils sont mis à mal. » [traduction]

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES ET ENTENTES

Les ministres ont applaudi une liste grandissante de réussites commerciales récentes et ont reconnu que l'expansion du marché et l'accès au marché offriront un meilleur rendement pour les producteurs et transformateurs canadiens.

À l'échelle nationale, les ministres ont examiné les résultats des projets pilotes qui traitent de l'expansion du commerce interprovincial de la viande tout en maintenant le niveau élevé de la salubrité des aliments du Canada. Ils ont accepté de procéder rapidement et d'aller de l'avant avec ces projets pilotes.

La prochaine réunion FPT des ministres de l'Agriculture aura lieu à Whitehorse, au Yukon, du 12 au 14 septembre 2012.



Ami d'un agriculteur

L'OFAC et AGCare lancent un nouveau programme visant à réunir les étudiants et les agriculteurs

Le *Ontario Farm Animal Council* (l'*OFAC*) et *AGCare* offrent aux enfants de l'Ontario l'occasion de rencontrer et de correspondre avec un agriculteur de l'Ontario. En partenariat avec *Farmers Feed Cities* et l'*Ontario Agri-Food Education* (OAFE), le lancement du programme Ami d'un agriculteur aura lieu cet automne.

Un agriculteur sera en communication avec une salle de classe locale. L'échange entre l'agriculteur et les élèves se fera sur une période de quatre à six mois et le programme prendra fin avec une visite de l'agriculteur en classe où il rencontrera ses jeunes correspondants.

Le projet pilote se déroulera durant l'année scolaire 2011-2012 avec, comme objectif, d'obtenir la participation de six classes. Les étudiants qui participeront au programme auront l'occasion d'apprendre au sujet des soins qui sont administrés aux animaux, la culture et la production des aliments retrouvés en épicerie.

Les agriculteurs et les enseignants qui participent au programme auront à leur disposition les ressources et le soutien dont ils auront besoin durant toute la durée du programme.

Le programme prend appui sur le programme similaire de Bruce Vincent, un bûcheron du Montana aux États-Unis et intitulé *Provider Pals*. M. Vincent était l'un des conférenciers invités à l'assemblée générale annuelle 2010 de l'*OFAC* et *AGCare*. D'autres programmes semblables à Ami d'un agriculteur ont aussi lieu à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Si la participation au programme vous intéresse ou pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec Heather Hargrave du bureau de l'*OFAC* et *AGCare* au *(519) 837-1326* ou par courriel à l'adresse *heather@ofac.org*.

Pour une mise à jour des négociations de L'OMC, veuillez visiter le site web des PPC au : *poulet.ca/pour-les-producteurs/publications*

facebook.com/chickenfarmers

twitter.com/#!/chickenfarmers

ENVOYEZ-NOUS VOTRE AVIS!

www.poulet.ca

Réviseur :
Marty Brett - mbrett@poulet.ca

Graphiste :
Stephanie St.Pierre - sstpierre@poulet.ca